



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPOTS COMPANS

Rue Louis Blériot
77290 Compans

Références : E/24-2229
Code AIOT : 0006500629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement ENTREPOTS COMPANS implanté Rue Louis Blériot ZAC du Parc 77290 Compans. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS COMPANS
- Rue Louis Blériot ZAC du Parc 77290 Compans
- Code AIOT : 0006500629
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un entrepôt de stockage classé au titre des rubriques n° 1510 (entrepôts couverts), 2910 (combustion) et 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs). Il bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96 DAE 2 IC 198 du 12/09/1996 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 98 DAE 2 IC 041 du 13/02/1998.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement [...]	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.4.	Sans objet
3	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.	Sans objet
4	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	Sans objet
7	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.	Sans objet
9	Chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 18.1.	Sans objet
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
11	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre les documents justifiant de la remise en conformité des installations électriques, de son installation de désenfumage et transmettre un test de débit en simultané des trois poteaux incendie situés à proximité de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement [...]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir un état des stocks présent dans son entrepôt. L'activité de l'établissement ne nécessite pas la présence de produits dangereux à l'exception du combustible nécessaire au fonctionnement des motopompes du système de sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Séparateur hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : Lors du point documentaire, l'exploitant a présenté le dernier rapport de curage du séparateur hydrocarbures réalisé en date du 26/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le site est gardienné 7jours/7, 24h/24 par un vigile présent au poste de garde à l'entrée du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Docs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.
Constats : L'exploitant laisse chaque semaine à disposition un état des stocks ainsi qu'un plan de l'établissement dans la boîte aux lettres à l'entrée de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.
Constats : Suite à une précédente visite d'inspection, l'exploitant a mis en place des câbles limitant la hauteur maximum des palettes stockables en fonctions des emplacements et ainsi maintenir l'écart nécessaire des têtes de sprinklage garantissant un fonctionnement optimal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...] <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec

<p>les matières stockées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>[...]</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie (extincteur, porte CF, RIA, désenfumage, sprinklage, SSI, extinction gaz pour le local serveur).</p> <p>L'exploitant veille à remettre en bon état de fonctionnement et à présenter les justificatifs de levés des non-conformités constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacement de l'armoire B2 du système de sprinklage en date du 04/04/20024 ; - remise en état d'une porte CF en date du 22/02/2024 ; - devis signé en date du 08/10/2024 pour la remise en conformité du système de désenfumage ;
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre une copie du bon de fin de travaux sur le désenfumage lorsque celui-ci sera disponible.</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Évacuation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice d'évacuation réalisé en date du 19/09/2024.</p> <p>Le personnel de l'établissement dispose chacun d'un badge permettant d'avoir en temps réel le nombre de personnes présent dans l'établissement ce jour et le décompte de celles ayant évacué.</p> <p>L'exploitant a noté une remarque sur le portail automatique d'accès au site qui doit être laissé en position ouverte pour l'accès aux pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification Q18 des installations électriques réalisées entre le 16/02 et le 20/02/2024 ainsi que le rapport Q19 de la vérification par thermographie infrarouge réalisé en date du 03/10/2024. La thermographie infrarouge des installations électriques ne mentionne pas d'écart à la réglementation en revanche les rapports Q18 font état de plusieurs remarques en grande partie levées par l'exploitant qui a précisé directement sur le rapport lorsque c'est le cas, la date de l'action corrective apportée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les documents justificatifs de la levée des observations présentant un risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 18.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Chaufferie
Prescription contrôlée : S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes. A l'extérieur de la chaufferie sont installés : <ul style="list-style-type: none">- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
Constats : Les deux chaudières présentes sur site sont situées de chaque côté de l'entrepôt (Ouest et Est), leur accès se fait par l'extérieur et les locaux ainsi que les conditions d'exploitations sont conformes à la réglementation. L'inspection des installations a juste émis une remarque sur l'absence d'indication des vannes de coupures d'alimentation depuis l'entrée du site. L'exploitant a précisé que ce sera mis en place suite à cette demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023.
Constats : L'établissement dispose bien d'un plan de défense incendie. L'exploitant veillera à bien le tenir à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
Constats : Le site dispose d'un gardiennage avec une présence physique sur site à tous moments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure
Prescription contrôlée : Le réseau d'eau d'alimentation devra être capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter dès le début de l'incendie les robinets d'incendie armés. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par poteaux incendie situés sur la voie publique. Trois d'entre eux devront assurer un débit simultané de 180m ³ /h.
Constats : L'exploitant a fourni un test de débit en simultané indiquant que les trois poteaux incendie situés à proximité du site délivre bien chacun les 60m ³ /h. Ce test a été réalisé en septembre 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se rapprocher du gestionnaire du réseau pour obtenir un test de débit plus récent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois